

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix- Travail- Patrie

**INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace- Work- Fatherland

**NATIONAL INSTITUTE
OF STATISTICS**

DEUXIEME ENQUETE CAMEROUNAISE AUPRES DES MENAGES

Pauvreté et marché du travail au Cameroun en 2001

Octobre 2002

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	3
INTRODUCTION.....	
CHAPITRE 1. PAUVRETE ET ACTIVITE	
1.1 Taux d'activité	
1.2 Caractéristiques des emplois	
CHAPITRE 2. CHOMAGE ET SOUS-EMPLOI.....	
2.1 Les taux de chômage	
2.2 Les primo-demandeurs d'emploi	
2.3 Les canaux de recherche d'emploi	
2.4 La durée du chômage	
2.5 Les moyens de subsistance des chômeurs	
2.6 Le rapport de dépendance.....	
2.7 Le sous-emploi	
CHAPITRE 3. PAUVRETE ET INACTIVITE	
3.1 Les jeunes de moins de 15 ans	
3.2 Les femmes au foyer	
3.3 Les personnes invalides.....	
3.4 Les retraités	
3.5 Les rentiers	
3.6 Les personnes ne désirant pas travailler	
CHAPITRE 4. LES DETERMINANTS DE L'OFFRE DE TRAVAIL	
4.1 Fondements théoriques.....	
4.2 Modèle d'estimation	
4.3 Résultats et analyses.....	
CONCLUSION	
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	
LISTE DES ANNEXES	
ANNEXE 1. Fondements théoriques de l'estimation de l'offre de travail.....	
ANNEXE 2. Indicateurs prioritaires pour le suivi/évaluation du marché du travail.	
ANNEXE 3. Lexique des concepts du marché du travail utilisés dans l'étude.	
ANNEXE 4. Liste des tableaux.....	
ANNEXE 5. Liste des graphiques.....	

RESUME EXECUTIF

Dans la mesure où les ménages tirent pour la plupart leurs revenus de l'exercice d'une activité économique, la structure du marché du travail et la nature de sa stratification constituent des éléments de grande importance tant dans l'appréhension que dans l'explication de la pauvreté. La présente étude vise un double objectif à savoir : premièrement, déterminer et analyser les relations qu'entretiennent le marché du travail et la pauvreté au Cameroun en 2001 et deuxièmement, contribuer à une meilleure connaissance du marché du travail.

L'étude montre qu'une grande majorité de camerounais potentiellement actifs participe effectivement au marché du travail. Au sens du BIT, le taux d'activité au niveau national est de 72%. Cette participation est plus importante dans le milieu rural où le taux d'activité est de 79% par rapport au urbain où le taux est de 61%. De même, la lutte pour la survie semble contraindre les pauvres à une participation plus accrue au marché du travail. Le taux d'occupation est de 95,1% chez les pauvres contre 90,4% chez les non pauvres.

Sur le marché du travail, les actifs occupés représentent un peu plus de 92% de la population des actifs. Suivant le niveau de vie, l'on observe que le taux d'occupation est plus élevé chez les pauvres que chez ceux qui ne le sont pas. Ainsi, le fait d'exercer une activité ne semble pas prémunir totalement contre la pauvreté.

L'examen de la situation des différents groupes socioéconomiques (GSE) fait ressortir que le groupe des exploitants agricoles rassemble le plus d'actifs occupés ; il est suivi du groupe des dépendants agricoles informels. Ces deux GSE, qui constituent l'essentiel des opérateurs du monde agricole, représentent 57% des actifs occupés. Ces deux groupes sont également ceux où l'incidence de la pauvreté est la plus importante, elle est de 47% pour les exploitants agricoles et 56% pour les dépendants agricoles.

L'évaluation du revenu moyen annuel tiré de l'activité principale est de 440 000 francs CFA. Suivant les branches d'activité, les employés du tertiaire ont le revenu moyen annuel d'activité principale le plus élevé, soit 700 000 francs CFA. Ils sont suivis des employés du secondaire avec environ 630 000 francs CFA par an. Enfin viennent les employés du primaire qui tirent de leur activité principale un revenu moyen annuel de 300 000 de francs CFA. Suivant les secteurs institutionnels, le revenu moyen annuel est de 1 400 000 francs CFA environ dans le public, un peu plus d'un million dans le parapublic et le privé formel, et 300 000 francs CFA environ dans le privé informel. Des disparités de revenus de l'activité principale sont également notées suivant le sexe. En effet, le revenu moyen d'activité principale est d'environ 600 000 francs CFA chez les hommes contre 280 000 francs CFA chez les femmes.

Sur le marché du travail, les travailleurs de certains secteurs bénéficient selon la réglementation en vigueur de plusieurs avantages pouvant leur assurer une certaine sécurité pendant la période d'activité et celle de la retraite. Ces avantages sont principalement les allocations familiales, la pension retraite et les congés payés. Au niveau national, seulement 8,2% des travailleurs cumulent ces trois avantages. Il s'agit surtout des travailleurs du public et beaucoup moins du privé. En effet, 3 travailleurs sur 4 bénéficiant de ces avantages exercent dans le public ou dans le parapublic, 1 sur 4 seulement exerce dans le privé. Par ailleurs, pratiquement tous les emplois du public et du parapublic sont couverts. Dans le privé par contre, seulement un peu plus de 2% des emplois sont sécurisés. Il y a donc un important déficit de protection des emplois dans le secteur privé formel.

La pluri activité concerne 21% de personnes occupées. Ce phénomène qui consiste pour des travailleurs à développer parallèlement à leur occupation principale d'autres activités dites secondaires, permet de disposer d'un revenu supplémentaire en vue de faire face aux besoins du ménage. Bien que l'exercice de plusieurs emplois aide à sortir de la pauvreté, il ne prémunit pas totalement de ce fléau. En effet, l'incidence de la pauvreté parmi les actifs occupés qui développent une activité secondaire n'est pas très différente de celle des actifs occupés qui se consacrent uniquement à leur activité principale.

L'évaluation du chômage au sens du BIT donne un taux d'environ 8%. Lorsque l'on prend en compte les chômeurs dits découragés, ce taux (au sens élargi donc !) est d'environ 17%. La zone rurale est beaucoup moins affectée par le phénomène que la zone urbaine. En effet, en zone rurale, seulement deux à trois actifs sur cent sont sans occupation alors qu'en zone urbaine le chômage, au sens du BIT, touche près de 19% de la population active. Les multiples possibilités d'exercice d'activités agropastorales en zone rurale, l'exode rural et les difficultés d'insertion professionnelle en zone urbaine constituent des explications à la différence entre les deux zones. Sur le plan régional, les taux de chômage les plus élevés sont observés dans les deux grandes métropoles que sont Yaoundé et Douala (21,5% et 25,6% respectivement). Les taux les moins élevés sont observés dans la région septentrionale du pays. Le chômage touche beaucoup plus les jeunes scolarisés en quête d'un premier emploi car 73% des chômeurs sont des primo-demandeurs d'emploi. Les chômeurs sont moins frappés par la pauvreté que certains groupes d'actifs occupés, il est donc apparu qu'ils viendraient beaucoup plus de milieux aisés et qu'ils sont pour la plupart à la charge de leur famille.

Le sous-emploi, défini dans le cadre de cette étude comme décrivant la situation des actifs occupés qui travaillent moins de 35 heures par semaine et qui simultanément vivent en dessous du seuil de pauvreté, concerne environ un actif sur cinq. Ce phénomène n'est pas très répandu en zone urbaine où il touche un peu moins de 5% d'actifs occupés. Par contre, les populations rurales sont les plus concernées puisque plus d'un actif occupé sur quatre dans ce milieu est touché. Le sous-emploi, tel que défini, semble contribuer à l'explication de la coexistence en milieu rural des taux d'occupation et des taux de pauvreté élevés.

L'inactivité concerne 57% de la population camerounaise. La population des inactifs est constituée principalement des jeunes de moins de 15 ans, des femmes au foyer et des personnes invalides. Les jeunes de moins de 15 ans représentent 71% de la population des inactifs et parmi ceux qui ont plus de 4 ans, 94% sont en cours de scolarité. Ces jeunes sont en majorité issus de milieux défavorisés car l'incidence de la pauvreté au sein de cette sous-population est supérieure à la moyenne nationale. En ce qui concerne les femmes au foyer, environ 60% d'entre elles sont âgées de moins de 35 ans. Elles sont donc assez jeunes et ont généralement un niveau de qualification très bas. L'incidence de pauvreté au sein de cette sous-population est de 32%. Les personnes invalides quant à elles représentent 8% des inactifs de plus de 14 ans. Les personnes âgées sont la principale composante de ce groupe. En effet, un peu plus de 62% des inactifs invalides ont 55 ans ou plus. Majoritairement composée des femmes, cette sous-population vit surtout dans les zones rurales du pays et elle n'est presque pas instruite.

Enfin, l'identification des déterminants de l'offre de travail montre que le niveau d'instruction, l'âge, le statut dans l'emploi et la présence ou non de certaines catégories d'individus dans le ménage (enfants en bas âge, femmes inactives, femmes au chômage), sont des éléments qui semblent déterminer la décision de travailler. La rémunération quant à elle dépend principalement du niveau d'instruction, de l'âge de l'individu et de son statut dans l'emploi.